

L'UEMSS, **au cœur** des enjeux **communs**

Du 23 au 26 août 2025 s'est déroulée, à Bordeaux, l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités (UEMSS). L'opportunité de réfléchir collectivement aux combats à venir et de renforcer les alliances, dans un contexte où l'extrême droite constitue un danger grandissant.

Jan Robert SUESSER, membre du bureau national de la LDH,
et Isabelle LE BOURHIS, membre du secrétariat général de la LDH

Comme tous les deux ans, une « Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités » (UEMSS) s'est tenue en août 2025, cette fois à Bordeaux, réunissant deux-mille participantes et participants, organisant près de deux-cents débats sur tous les sujets qui mobilisent l'activité des syndicats et associations. Depuis l'origine, en 2018, la LDH est une des organisations qui participent activement à la préparation de l'évènement.

Dans ce numéro nous proposons un focus sur deux thèmes – le lien entre mouvements sociaux et champ politique, le combat contre l'extrême droite – qui ont donné lieu à nombre de discussions au cours des quatre journées de travail. Ils ont été plus spécifiquement au cœur de deux débats en plénière, coordonnés par la LDH (pour le comité de pilotage de cette UEMSS). Le premier article qui suit cette introduction vient ainsi interroger les relations entre les organisations de la société civile (associations, syndicats, comités de mobilisation...) et la sphère politique, un sujet majeur dans la période actuelle. Il est écrit par Elisabeth Godefroy, doctorante en sciences politiques, qui est intervenue sur les liens entre mouvements sociaux et politiques. Le second article, rédigé par Marc Crépon (Ecole normale supérieure)⁽¹⁾, porte quant à lui sur la progression incessante du vote pour des partis d'extrême droite et les fondements et conséquences de ce « basculement », alors qu'on constate dans le même temps un renouvellement dans la manière dont associations et syn-



© JRS

L'édition 2025 de l'UEMSS s'est tenue en août, à Bordeaux. Elle a réuni deux-mille participantes et participants, avec près de deux-cents débats. Depuis l'origine (2018), la LDH est une des organisations qui participent activement à sa préparation.

dicats souhaitent articuler leurs combats et attentes vis-à-vis des organisations se présentant aux suffrages de l'électorat.

Front commun face à l'extrême droite

Le combat contre l'arrivée au pouvoir d'Etat de l'extrême droite, qui en Europe se fait par les urnes, devient essentiel pour les organisations qui défendent l'accès effectif de toutes et tous à tous les droits. Car si nous portons l'exigence d'un accès effectif aux droits pour toutes et tous face à nos adversaires néolibéraux, l'extrême droite, elle, considère purement et simplement que tous les droits ne sont pas des droits, et pour ce qu'elle voit comme des droits, nie que toutes et tous soient légitimes à en bénéficier (en sont ainsi exclus les étrangers, les immigrés, mais pas seulement eux).

L'Italie, la Pologne, la Hongrie sont des exemples très variés des liens qui sont pertinents à établir entre mouvements sociaux

et sphère politique, dans un contexte où l'extrême droite a accédé au pouvoir d'Etat. Dans beaucoup d'autres pays européens, c'est justement pour que l'extrême droite échoue à accéder au pouvoir que se mènent les discussions sur l'articulation entre société civile et partis.

Marc Crépon et Elisabeth Godefroy éclairent ainsi, dans les pages qui suivent, la discussion, et proposent des pistes de réflexion alors que l'échéance présidentielle de 2027 est dans tous les esprits. Ils font écho aux préoccupations que nous avons eues à traiter dans la résolution générale du congrès de la LDH de 2024⁽²⁾. ●

(1) M. Crépon n'a pu participer à la deuxième plénière, « Combattre l'extrême droite et ses idées, de l'international au local », mais nous pouvons publier ici sa réflexion sur un aspect majeur de ce sujet.

(2) Voir www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2024/05/RESOLUTION-GENERALE-Pour-une-alternative-democratique-et-sociale.pdf.